

PROCÈS-VERBAL
de la séance de Conseil Municipal du
LUNDI 31 MARS 2025

L'an deux mil vingt-cinq,

Le 31 mars, à vingt heures trente,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 25 mars 2025, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel	X				MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah	X			
VAN ROMPU Riet	X				PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien		X		
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X POUPION P
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte				X MASSON C
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	X				ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa		X			ASSELIN Sylvie				X BROGNIART F
LENAIN Didier	X				CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M				X LOUIS G	FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien	X				HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

41 PRESENTS – 10 ABSENTS - 1 EXCUSÉ - 4 POUVOIRS

Le quorum étant atteint au début de la séance avec 41 membres présents, le conseil peut valablement délibérer.

Les délibérations sont consultables sur le site internet de la commune et au siège administratif de VALDALLIERE.

Ordre du jour :

1. Désignation du secrétaire de séance et adoption du procès-verbal de la séance 10 mars 2025
2. Vote du Compte Financier Unique du budget annexe « Les Allaux »
3. Affectation de résultat du budget annexe « Les Allaux »
4. Vote du budget primitif du budget annexe « Les Allaux »
5. Vote des taux d'impositions
6. Approbation du budget primitif 2025
7. Fongibilité des crédits
8. Restauration des vitraux de LE DESERT – demandes de subventions
9. Sécurisation des installations électriques de l'église de RULLY- demande de subvention
10. Subventions associations 2025
11. Convention annuelle d'objectifs subvention de fonctionnement FCIB
12. Raccordement unité de méthanisation de PRESLES - Transfert de l'exercice de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution de service public de gaz au SDEC ÉNERGIE
13. RH – Modifications du tableau des effectifs
14. Centre Municipal de Santé – Régularisations comptables de frais engagés par la commune après le transfert
15. Projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2025-2031
16. Syndicat des Eaux du Bocage Virois – modification de l'article 1 des statuts
17. Convention d'indemnisation relative à l'utilisation dans le cadre de l'EPS au collège des installations sportives et piscines de la commune
18. Parc d'activités économiques les Crières : transfert de propriété entre collectivités

1- Désignation secrétaire de séance et adoption du PV de la séance du 10 mars 2025.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est désignée secrétaire de séance.

Le président de la séance soumet au conseil municipal le procès-verbal de la séance du 10 mars 2025.

Le procès-verbal de la séance du 10 mars 2025 est approuvé à l'unanimité.

2- Vote du Compte Financier Unique du budget annexe « les Allaux ». **Délib N° 2025_0331_01**

Annexe : CFU 2024 Budget annexe « les Allaux ».

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 ;

Vu la candidature en juin 2019 de la commune de VALDALLIERE à l'expérimentation du Compte Financier Unique ;

Vu l'arrêté du 1er mars 2021 modifiant l'arrêté du 13 décembre 2019 fixant la liste des collectivités territoriales et des groupements admis à expérimenter le Compte Financier Unique ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la commune de Valdallière ;

Vu le compte financier unique pour l'exercice 2024 du budget annexe « les Allaux » ci-annexé ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au vote du compte financier unique de la commune pour l'exercice 2024 concernant le budget annexe « les Allaux ».

Hors de la présence de Monsieur le Maire (n'a pas pris part au vote), sous la présidence de Monsieur Frédéric WIELGOSIK, 3^e adjoint,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** le Compte Financier Unique 2024 du budget annexe « les Allaux » de la Commune de VALDALLIERE dont la balance se constitue comme suit :

RESULTAT DE LA COMMUNE

Fonctionnement

Recettes	6 331,48 €	
Dépenses	6 331,48 €	
Excédent de clôture :		0 €

Investissement

Recettes	0 €
Dépenses	18 373,34 €

Restes à réaliser :

<i>Recettes investissement :</i>	0 €	
<i>Dépenses investissement :</i>	0 €	
Besoin de financement :		18 373,34 €

3- Affectation de Résultat du budget annexe « les Allaux ». **Délib N° 2025_0331_02**

Le conseil municipal, après avoir adopté le compte financier unique de l'exercice 2024 du budget annexe « Les Allaux » dont les résultats se présentent comme suit :

RESULTAT 2024

Fonctionnement

Investissement

<u>2024</u>		<u>2024</u>
6 331,48	Recettes de l'exercice	0,00
6 331,48	Dépenses de l'exercice	18 373,34
0,00	Résultat de l'exercice 2024	-18 373,34

9 634,98	Résultat de l'exercice précédent 2023	32 657,06
----------	---------------------------------------	-----------

9 634,98	Résultat global	14 283,72
-----------------	------------------------	------------------

RAR Dépenses	0,00
RAR Recettes	0,00

COMPTE 001	14 283,72
------------	-----------

9 634,98	EXCEDENT 002
-----------------	--------------

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DÉCIDE** l'affectation de résultat du budget annexe « Les Allaux » comme suit :

Affectation de l'excédent de fonctionnement (Compte 002) de 9 634,98 €.
Excédent d'investissement (Compte 001) de 14 283,72 €.

4- Vote du budget primitif du budget annexe « les Allaux ». Délib N° 2025_0331_03

Annexe : BP 2025 budget annexe « les Allaux ».

Monsieur le Maire demande aux membres du conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 du budget annexe « les Allaux » arrêté comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	161 907,26 €	161 907,26 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	164 754,28 €	164 754,28 €
TOTAL	326 661,46 €	326 661,46 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** le budget primitif 2025 du budget annexe « les Allaux ».

5- Vote des taux d'impositions. Délib N° 2025_0331_04

Conformément aux dispositions de l'article 1639 A du code général des impôts, la date limite de vote des taux de fiscalité directe locale est fixée au 15 avril.

Le vote des taux d'imposition par une collectivité doit faire l'objet d'une délibération spécifique distincte du vote du budget et ce même si les taux restent inchangés.

Vu le code général des collectivités territoriale ;

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, portant sur l'aménagement de la fiscalité directe locale, et notamment ses articles 2 et 3 aménagés par les articles 17 et 18 de la loi n° 82-540 du 28 juin 1982 ;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1636 B sexies ;

Vu le débat d'orientation budgétaire du 10 mars 2025 ;

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 8 avril 2024, le conseil municipal avait fixé les taux des impôts à :

TAXES	TAUX
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	47,09 %
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES	47,91 %
TAXE HABITATION	22,33 %

En 2020, le taux de taxe d'habitation (TH) était figé à sa valeur de 2019 jusqu'en 2022 inclus consécutivement à la réforme de la fiscalité directe locale.

Depuis 2023, le taux de TH sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale peut à nouveau être voté et modulé par les collectivités locales en référence à l'article 1636 B sexies du CGI.

Pour 2025, il est proposé de maintenir les taux 2024 :

TAXES	Bases prévisionnelles 2025	TAUX	Produit
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	3 746 046	47,09 %	1 795 071
TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES	1 611 971	47,91 %	786 203
TAXE D'HABITATION	491 693	22,33 %	149 991

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DÉCIDE** de maintenir les taux d'imposition 2024 en 2025.
- **CHARGE** M. le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

6- Approbation du Budget Primitif 2025.

Délib N° 2025_0331_05

Annexe : BP commune – fonctionnement

Annexe : BP commune – investissement

Echanges :

Monsieur POUPION interroge sur l'absence de commission finances pour la validation du budget. Les collectivités réunissent toujours leur commission finances avant le vote du budget. Il dénonce également un manque de précision quant aux investissements, notamment sur le détail des affectations par commune déléguée. Pour ces raisons, Monsieur POUPION et une partie des élus de l'opposition demandent un report du vote du budget, que la commission finances puisse se réunir et travailler sur le budget investissement avant de revenir devant le conseil municipal.

Monsieur BROGNIART admet l'absence de commission finances, précise que ça s'est fait comme ça et que ce n'était pas une volonté. Il ajoute pouvoir lister les investissements et qu'il s'agit pour beaucoup, de reports de 2024. Pour 2025, il l'avait annoncé au moment du DOB, il n'y aura pas d'investissement majeur. On projette la rénovation du « Chat foin » et le cimetière de Montchamp. Les autres années, on portait des investissements beaucoup plus lourds qui nécessitaient plus de réflexion.

Monsieur LEPAINTEUR ajoute que dans une collectivité comme la nôtre, si on veut respecter une certaine démocratie, le minimum est de faire fonctionner les commissions. Ce sont des lieux de discussions, de débats. Il ajoute qu'on a ce soir, une présentation du budget pour lequel il n'y a eu aucune explication. Il estime ne pas pouvoir se porter garant de quelque chose qui n'a pas été travaillé d'où la demande de report du vote.

Monsieur BROGNIART réaffirme qu'il n'y a pas d'arbitrage majeur sur la présentation du budget d'investissement. Il a été fait en fonction des moyens de la commune. Il ne souhaite pas reporter le budget. Il sera présenté au conseil et des réponses seront apportées aux questions.

A cette réponse, 10 élus de l'opposition quittent la salle de conseil.

Le quorum étant toujours atteint avec 31 membres présents, le conseil peut valablement délibérer.

Monsieur WIELGOSIK poursuit avec la présentation du budget de fonctionnement puis le DGS présente en détail le budget d'investissement par opération.

Echanges :

Monsieur BROGNIART rappelle qu'en dehors des deux gros projets (cimetière / Chat foin), le reste correspond à des investissements nécessaires : maintenance, travaux de réparations sur des bâtiments et remplacement de matériel. Il explique alléger les investissements cette année après avoir beaucoup investi depuis le début du mandat. Il cite l'école de Viessoix, le bourg de Vassy, le bourg d'Estry, le centre de loisirs, le CMS. L'idée générale est d'obtenir une trésorerie plus confortable et d'améliorer la capacité d'autofinancement de la commune. Il ajoute ne pas être partisan de procéder à coup de crédits et préférer faire une pause en termes d'investissement cette année. La commune ne doit pas être totalement dépendante des subventions dont il craint un resserrement dans les années à venir. Il confirme que le tableau détaillé des opérations d'investissements sera transmis à l'ensemble des conseillers.

Monsieur le Maire demande aux membres du conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 arrêté comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCTIONNEMENT	7 415 960,78 €	7 415 960,78 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	3 073 868,93 €	3 073 868,93 €
TOTAL	10 489 829,71 €	10 489 829,71 €

Vu le débat d'orientation budgétaire du 10 mars 2025 ;

Vu le projet de budget primitif 2025 ;

Conformément à l'instruction budgétaire comptable M57 ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** le budget principal 2025 de la commune de VALDALLIERE.

7- Fongibilité des crédits.

Délib N° 2025_0331_06

Vu l'article L 5217-10-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article R 2321-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2021-0609074 du conseil municipal approuvant le passage à la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la délibération n° 2022-0310013 en date du 10 mars 2022 approuvant le règlement budgétaire et financier ;

Considérant la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2022 ;

Considérant que le conseil peut déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.

8- Restauration des vitraux de LE DESERT – demandes de subventions.

Délib N° 2025_0331_07

L'église de LE DESERT présente des vitraux dans un état de dégradation préoccupant. Il est proposé d'entreprendre des travaux de restauration qui concerneront :

- La façade Sud du chœur : 3 verrières
- La façade Nord du Chœur : 3 verrières
- La façade Ouest : l'imposte

Les travaux comprennent :

- La dépose complète des verrières
- La dépose des fers existants sans conservation
- Le bouchage provisoire des baies
- La fourniture et découpe des verres et peintures
- Le montage en plomb avec soudure étain et masticage
- La fourniture et pose de barlotières
- La repose avec scellement à la chaux

Il est également proposé de retenir les options de travaux 1 et 2 relatives au remplacement de toutes les pièces peinture effacée à 90%.

Il est proposé de retenir l'offre de l'entreprise DYL VITRAIL pour les montants suivants :

- Travaux verrières + imposte : 9 001,02 € HT
- Options : 2 078 € HT

Soit un total estimé de **11 079,02 € HT**.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** le programme de travaux.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter l'aide financière du Conseil Départemental (aide à la restauration du patrimoine historique et culturel) à hauteur de 50% de la dépense HT.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR à hauteur de 30% de la dépense HT.

9- Sécurisation des installations électriques de l'église de RULLY- demande de subvention. Délib N° 2025_0331_08

Les installations électriques de l'église de RULLY présentent un état de vétusté mettant en jeu la sécurité de l'édifice et les personnes le fréquentant.

Afin de remédier à cette situation, il est prévu de revoir l'intégralité des installations électriques de l'église : éclairage, prises de courants, tableau de protection, liaison disjoncteur...

L'offre la moins disante a été présentée par l'entreprise TOULLIER pour un montant de **15 669,09 € HT**.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** le programme de travaux.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter l'aide financière du Conseil Départemental (aide à la restauration du patrimoine historique et culturel) à hauteur de 50% de la dépense HT.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR à hauteur de 30% de la dépense HT.

La commune de Valdallière apporte son soutien financier à de nombreuses associations pour les aider à pérenniser et développer leurs activités, à mener des projets, mettre en place de nouvelles actions ou évènements.

Les dossiers de demande de subvention des associations sont étudiés suivants un certain nombre de critères approuvés par les membres de la commission vie associative.

Ces critères sont :

- Respect du délai pour dépôt du dossier ;
 - Dossier complet ;
 - Présentation de projets en rapport avec la collectivité, niveau d'activités ;
 - Association loi 1901 donc peu ou prou de trésorerie (réf Articles 1 à 21 ter)
- appréciation par la commission suivant l'importance et l'activité de l'association ;
- Nombre d'adhérents Valdallière et hors Valdallière ;
 - Participation à la vie locale, animation de la commune ;
 - Privilégier les enfants ;
 - Accès des publics les plus larges aux actions proposées ;
 - Justifie d'une année d'existence.

La commission s'est réunie le 26 février et le 19 mars 2025 afin d'étudier les dossiers de demande de subventions des associations.

La commission a étudié avec beaucoup d'attention l'ensemble des demandes.

Compte tenu du contexte financier actuel, certains montants de subventions ont dû être réduits par rapport aux demandes initiales. Cette mesure, déjà appliquée l'année dernière, vise à répondre au mieux aux besoins de l'ensemble des associations tout en respectant les contraintes budgétaires de la commune.

La commission restera à l'écoute sur des projets ou besoins particuliers présentés par les associations. Après étude, elle pourra proposer au conseil municipal d'attribuer une subvention exceptionnelle.

La commission propose le versement de subventions aux associations mentionnées ci-dessous, pour un montant total de **112 341,00 euros** réparti comme il suit :

Associations	Propositions 2025
Anciens combattants	2 300,00 €
UNC de Vassy	500,00 €
UNC-AFN Estry	1 000,00 €
UNC-AFN Montchamp-St Charles de Percy	800,00 €
Autre	6 150,00 €
ADMR de la Druance	200,00 €
ADMR Souleuvre en Bocage	400,00 €
Association de la Commanderie de Courval	1 000,00 €
Association socio culturelle Imagin'action	1 000,00 €
Comice Agricole Intercantonal	2 400,00 €
Fondation du Patrimoine	100,00 €
Les Radis de Vassy	600,00 €

Patrimoine de Saint Charles de Percy	200,00 €
Protection et sauvegarde du Patrimoine du Bocage Normand	250,00 €
Club des Anciens	1 536,00 €
Amicale des anciens Burcy	240,00 €
Amicale des anciens Chênedollé	296,00 €
Club de la 3ème jeunesse Le Theil	88,00 €
Club des aînés Presles	256,00 €
Club des anciens Estry	152,00 €
Club des anciens Pierres	200,00 €
Club des anciens Rully	64,00 €
Club du 3ème âge Montchamp	120,00 €
Club du 3ème âge Vassy	120,00 €
Comité des Fêtes	8 180,00 €
Association Culturelle, Loisirs Pierres	300,00 €
Association Familiale Rurale de Montchamp	600,00 €
Association sports et loisirs Chênedollé	350,00 €
Comité des fêtes Bernières	500,00 €
Comité des fêtes Burcy	500,00 €
Comité des fêtes Le Désert	330,00 €
Comité des fêtes St Charles	300,00 €
Comité des fêtes Vassy	3 000,00 €
Foyer rural et d'éducation populaire Presles	2 300,00 €
Jumelage	2 700,00 €
Comité de jumelage d'Estry-Miremont	1 200,00 €
Comité de jumelage Vassy	1 500,00 €
Loisirs	67 372,00 €
1,2,3 Soleil Familles Rurales	1 300,00 €
ASLI	4 500,00 €
Chorale Chœur du Bocage	1 150,00 €
Club Arts Martiaux	1 000,00 €
Club Photo "Second Regard"	500,00 €
Crée-Chênedo	500,00 €
Ecole de musique	20 000,00 €
FCIB	30 000,00 €
Les Troubadours	1 000,00 €
MCBV Modélisme	2 000,00 €
Mille Clubs	4 000,00 €
Pétanque vasséenne	222,00 €
Réveil pongiste vasséen	1 200,00 €
Scolaire	22 062,00 €
APE Bouge ton école	300,00 €
APE Collège Anne Frank	500,00 €
Association sportive du Collège	1 000,00 €
Coopérative EM VASSY	1 887,00 €
Coopérative EP VASSY	4 884,00 €
Coopérative Groupe MONTCHAMP	5 328,00 €

Coopérative Groupe VIESSOIX	7 363,00 €
Foyer socio-éducatif du Collège	800,00 €
Social	1 610,00 €
APAEI	230,00 €
Le Pouvoir du Cœur	300,00 €
Restaurants du cœur	100,00 €
Secours catholique	500,00 €
Solidarité Bocage	100,00 €
Vie et Partage	380,00 €
Société de chasse	431,00 €
Société de chasse d'Estry	100,00 €
Société de chasse La Rocque	70,00 €
Société de chasse Viessoix - Chênedollé	261,00 €
Total général	112 341,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ACCORDE** les subventions telles qu'individualisées dans le tableau ci-dessus.

11- Convention annuelle d'objectifs subvention de fonctionnement FCIB.

Délib N° 2025_0331_10

Annexe : convention annuelle d'objectifs subvention de fonctionnement FCIB

Conformément au décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par la personne publique qui précise l'obligation de conclure une convention avec les associations dont la subvention annuelle dépasse la somme de 23 000 euros.

La commune de VALDALLIERE souhaite soutenir l'Association FCIB par une aide financière de 30 000 €. Il y a lieu d'en préciser les modalités de mise en œuvre par une convention annuelle d'objectifs entre la commune de VALDALLIERE et l'Association.

L'Association participe au développement du sport sur le territoire et notamment à la pratique, le développement et la promotion du football.

En contrepartie de l'aide accordée par la commune, l'association s'engage à :

- mettre en place des actions favorisant le développement du football en direction de la jeunesse ;
- participer au perfectionnement sportif ;
- pérenniser l'activité éducative, favoriser l'intégration et la cohésion sociale (tournois) ;
- favoriser la formation des jeunes (entraîneur)
- assurer la sécurité du public et la prévention de la violence lors des rencontres sportives se déroulant au stade municipal ;
- respecter les équipements sportifs de la commune : le mode de réservation, propreté des locaux et de leurs abords ;
- participer activement aux actions initiées par la commune (ex : Forum des associations)
- ;
- animer la commune par le biais d'organisations extra-sportives (vide grenier, tombola, soirée, bourses, etc.).

La convention est conclue au titre de l'année 2025 pour une durée d'un an.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention annuelle d'objectif avec le FCIB.

12- Raccordement unité de méthanisation de PRESLES - Transfert de l'exercice de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution de service public de gaz au SDEC ÉNERGIE. **Délib N° 2025_0331_11**

Monsieur le Maire rappelle que le SDEC ÉNERGIE, Syndicat intercommunal d'énergies du Calvados, est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), syndicat mixte fermé, à vocation multiple.

Le syndicat exerce la compétence d'autorité organisatrice du service public de la distribution d'électricité. Il négocie le contrat de concession avec le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité (GRD) et exerce le contrôle du bon accomplissement des missions du GRD. Il assure la maîtrise d'ouvrage de travaux de développement des réseaux publics de distribution d'électricité.

Le SDEC ÉNERGIE exerce également la compétence d'autorité organisatrice du service public de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente.

Par ailleurs, le Syndicat exerce au lieu et place de ses membres qui en font la demande les compétences relatives à l'éclairage public, à la signalisation lumineuse, aux infrastructures de charge pour les véhicules électriques, à l'organisation du service public de distribution de gaz et du service public de fourniture de gaz, aux réseaux de chaleur et de froid ; à la contribution à la transition énergétique et aux énergies renouvelables.

Monsieur le Maire expose qu'au titre de sa compétence optionnelle d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz et du service public de fourniture de gaz, le SDEC ÉNERGIE exerce au lieu et place des communes qui en font la demande les compétences suivantes :

- La passation avec les entreprises délégataires, de tous actes relatifs à la délégation de missions de service public afférentes à l'acheminement du gaz sur le réseau public de distribution ainsi qu'à la fourniture de gaz aux tarifs réglementés de vente ou, le cas échéant, exploitation en régie de tout ou partie de ces services ;
- La passation avec toute entreprise agréée à cet effet par le ministre chargé de l'énergie de tous actes relatifs à la distribution publique de gaz combustible sur le territoire des communes non desservies dans le respect de la procédure de mise en concurrence régie par les articles L 1411-1 et suivants du CGCT ;
- La représentation des intérêts des usagers dans leurs relations avec les entreprises délégataires ;
- Le contrôle du bon accomplissement des missions de service public visées ci-dessus et contrôle du réseau public de distribution de gaz ;
- La maîtrise d'ouvrage des investissements sur le réseau public de distribution de gaz ;
- La participation à l'élaboration et à l'évaluation des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie et des plans climat-énergie territoriaux prévus le code de l'environnement ;

- La communication aux membres du Syndicat, dans le cadre des textes en vigueur, des informations relatives au fonctionnement des missions de service public visées au présent article ;
- La réalisation d'actions tendant à maîtriser la demande d'énergies de réseau dans les conditions prévues à l'article L 2224-34 du CGCT ;
- La représentation des membres du Syndicat dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que ceux-ci doivent ou peuvent être représentés par l'autorité organisatrice ;
- La conclusion des conventions relatives au rattachement d'ouvrages de réseau de distribution de gaz favorisant le développement de l'injection de gaz renouvelable.

Monsieur le Maire rappelle que la commune n'est pas desservie par un réseau de distribution de gaz naturel mais sera traversée par une canalisation de raccordement d'une installation de gaz renouvelable qui sera rattachée au réseau de distribution de gaz de la commune de Vire Normandie.

Il rappelle qu'aux termes de l'article 5.2 des statuts du SDEC ÉNERGIE approuvés par arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2016 « Toute commune ou EPCI déjà membre du syndicat peut également lui transférer une ou plusieurs autres compétences visées aux articles 3.2 à 3.8... Tout transfert d'une nouvelle compétence intervient par délibérations concordantes de l'organe délibérant du membre concerné et de l'organe délibérant du Syndicat. »

Il propose donc de transférer au SDEC ENERGIE la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire et cela pour les motifs suivants :

- le caractère éminemment technique et donc la nécessaire professionnalisation de cette compétence et des missions qui s'y rattachent,
- la nécessité de disposer de moyens humains, techniques et financiers qui ne peuvent être assurés qu'au sein d'une structure de coopération dédiée,
- les enjeux de sécurité et de qualité de la desserte gazière,
- le développement du réseau public de distribution organisé dans un souci d'aménagement du territoire et de cohésion territoriale, selon une approche supra-communale et multi-énergies, électricité et gaz notamment.

Il rappelle qu'en application des dispositions de l'article L1321-2 du code général des collectivités territoriales, le SDEC ENERGIE sera substitué à la commune dans les droits et obligations découlant des contrats afférents à l'exercice de cette compétence.

M. le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur le principe de ce transfert.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DÉCIDE** de transférer au SDEC ÉNERGIE la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz ainsi que du service public de fourniture de gaz mentionnée à l'article L. 2224-31 du CGCT et à l'article 3.3 des statuts du SDEC ÉNERGIE à compter de la délibération concordante de l'organe délibérant du Syndicat (article 5 des statuts du syndicat).
- **CHARGE** Monsieur le Maire de la mise en œuvre de ces décisions et de l'autoriser à signer tout acte s'y rapportant.

Le service administratif de proximité comprend actuellement 6 gestionnaires administratives de proximité en charge du secrétariat de Valdallière et des mairies déléguées. La gestionnaire administrative de proximité en charge des Mairies déléguées d'Estry et Le Désert quitte la collectivité le 31 mai prochain. Elle effectue également l'accueil de Valdallière et du dispositif de recueil pour les cartes d'identité et passeports (DR). Son temps de travail est de 16h30.

Par ailleurs, le poste de guichetier des agences postales communales d'Estry et Montchamp a été confié à un agent contractuel, dont le contrat arrive à terme le 2 mai prochain. Il s'agit d'un poste à 35 heures.

Au regard de ces éléments, il est proposé de réorganiser le service administratif de proximité comme suit :

- recrutement d'un agent prenant en charge les deux agences postales et les mairies déléguées de Estry et Le Désert,
- reporter les missions d'accueil de Valdallière et du DR sur 2 autres gestionnaires administratives de proximité :
 - * la gestionnaire également chargée de la communication pour le lundi après-midi,
 - * la gestionnaire chargée de la mairie déléguée de Vassy pour le vendredi après-midi.

Ces évolutions conduiraient aux modifications suivantes du tableau des effectif :

*** Suppression du Poste de Guichetier des agences postales communales :**

	POSTE SUPPRIMÉ
INTITULÉ	Guichetier des agences postales communales
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints administratifs
TEMPS DE TRAVAIL	Temps complet (35/35)
DATE D'EFFET	<i>Date de départ de l'agent</i>

*** Suppression du Poste de Gestionnaire administratif de proximité :**

	POSTE SUPPRIMÉ
INTITULÉ	Gestionnaire administratif de proximité
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints administratifs, cadre d'emploi des rédacteurs
TEMPS DE TRAVAIL	Temps complet (16,5/35)
DATE D'EFFET	<i>31 mai 2025</i>

*** Création d'un poste de Gestionnaire administratif de proximité / guichetier des agences postales communales :**

	POSTE CRÉÉ
INTITULÉ	Gestionnaire administratif de proximité / guichetier des agences postales communales
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints administratifs
TEMPS DE TRAVAIL	Temps complet (35/35)

DATE D'EFFET	<i>Date de délibération</i>
<i>Emploi pouvant être pourvu par un contractuel dans les conditions définies à l'article 332 du Code Général de la Fonction Publique</i>	

Vu l'avis FAVORABLE du Comité Social Territorial rendu le 27 mars 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** les modifications de postes ainsi proposées.

14- Centre Municipal de Santé – Régularisations comptables de frais engagés par la commune après le transfert. **Délib N° 2025_0331_13**

Il y a lieu dans le cadre du transfert au 1er octobre 2024 du centre municipal de santé de Valdallière vers l'Intercom, de régulariser et solliciter le remboursement des dépenses et frais engagés par la commune pour le compte de l'Intercom de la Vire au Noireau pour la période du 1er octobre 2024 au 31 décembre 2024.

Il s'agit de percevoir de l'IVN le règlement des dépenses :

- de personnels (remplacement de la secrétaire médicale, entretien et espaces verts du site) pour un montant global de **1 251,91 euros** pour la période.
- de frais (logiciels, fournitures d'entretien, taxe foncière du bâtiment...) pour un montant de **1 301,46 euros TTC** pour la période.

Les factures détaillant ces dépenses ont été présentées aux services comptables de l'Intercom.

A partir du 1er janvier 2025, ces dépenses seront retracées et réglées via une convention de prestation de services dans le cadre de la mutualisation des services entre les communes et l'Intercom de la Vire au Noireau.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** les régularisations comptables de frais engagés par la commune après le transfert du CMS.

15- Projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2025-2031. **Délib N° 2025_0331_14**

Annexe : projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2025-2031.

Conformément à la loi du 5 juillet 2000, dite loi « Besson », relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, le schéma départemental d'accueil des gens du voyage du Calvados co-signé par l'Etat et le Conseil Départemental est entré en procédure de révision le 3 décembre 2023.

L'article premier de la loi prévoit qu'avant son approbation par le Président du Conseil Départemental et le préfet, le schéma soit soumis à l'avis des communes et des intercommunalités concernées.

Le projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2025-2031 ci-annexé est le résultat des travaux menés au cours de la démarche de révision auprès de l'ensemble des acteurs locaux concernés par l'accueil des gens du voyage.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **EMET** un avis FAVORABLE sur le projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2025-2031.

16- Syndicat des Eaux du Bocage Virois – modification de l'article 1 des statuts.
Délib N° 2025_0331_15

La commune de Vire Normandie a modifié l'adressage du siège du Syndicat des Eaux du Bocage Virois.

Pour effectuer ce changement administratif, le Syndicat des Eaux du Bocage Virois doit modifier ses statuts dans les conditions prévues à l'article L.5211-20 du CGCT dont la procédure est ci-dessous rappelée :

« L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires (...). A compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés. »

Dans le cadre de cette procédure, par mail en date du 18 mars 2025, nous avons reçu, pour notification, la délibération numéro 07/2025 du mardi 04 mars 2025 du Conseil Syndical du Syndicat des Eaux du Bocage Virois approuvant la modification de l'article 1 de ses statuts portant sur la modification de l'adresse de son siège.

Dorénavant l'adresse de leur siège sis 73 rue d'Aunay Vire 14500 VIRE NORMANDIE sera référencé par la mairie à l'adresse suivante : 717 rue Guy Degrenne 14500 VIRE NORMANDIE.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** la modification de l'article 1 des statuts du Syndicat des Eaux du Bocage Virois portant sur la modification de l'adresse du siège.

17- Convention d'indemnisation relative à l'utilisation dans le cadre de l'EPS au collège des installations sportives et piscines de la commune.

Annexe : Convention d'indemnisation relative à l'utilisation dans le cadre de l'EPS au collège des installations sportives et piscines d'une commune.

La commune de Valdallière est propriétaire d'installations sportives et d'une piscine qu'elle met à disposition gratuitement des collèges.

Dans ce cadre, le Département indemnise la commune de la mise à disposition gratuite des installations sportives et de la piscine dont elle est propriétaire.

Les conventions établies arrivant à leur terme, il apparaît un nécessaire renouvellement de ces conventions à partir de cette année scolaire 2024-2025.

La convention a pour objet de définir les conditions d'indemnisation.

1- Indemnisation relative à l'utilisation d'installations sportives (hors piscines)

La commune met à disposition du collège de Vassy les installations sportives suivantes :

- Salle omnisports et Dojo, 7 route de Lassy à Vassy.
- Gymnase et extérieur, 14 rue du Collège à Vassy.

Le Département s'engage à verser chaque année une indemnisation calculée d'après le nombre de classes du collège fréquentant les installations sportives dans le cadre de l'EPS, déclaré lors de la rentrée.

Cette indemnisation est actualisée chaque année selon le taux d'évolution de la dotation globale de décentralisation.

Elle est réglée, chaque année, à l'issue de l'année scolaire.

Il est précisé qu'au 1er janvier 2025, elle s'élève à 932 euros par classe.

La dotation globale pour l'année scolaire 2024-2025 s'élève à : 10 252 euros (932 euros x 11 classes).

2- Indemnisation relative à l'utilisation d'une piscine

La piscine de Valdallière est mise à disposition des collèges de Vassy et de Bénv Bocage.

Le Département s'engage à verser chaque année une indemnisation calculée d'après le nombre de classes de 6ème des collèges fréquentant la piscine dans le cadre de l'EPS, déclaré lors de la rentrée.

Cette indemnisation est réglée, chaque année, à l'issue de l'année scolaire.

Il est précisé qu'au 1er janvier 2025, elle s'élève à 900 euros par classe.

La dotation globale pour l'année scolaire 2024-2025 s'élève à : 6 300 euros (900 euros x 7 divisions).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

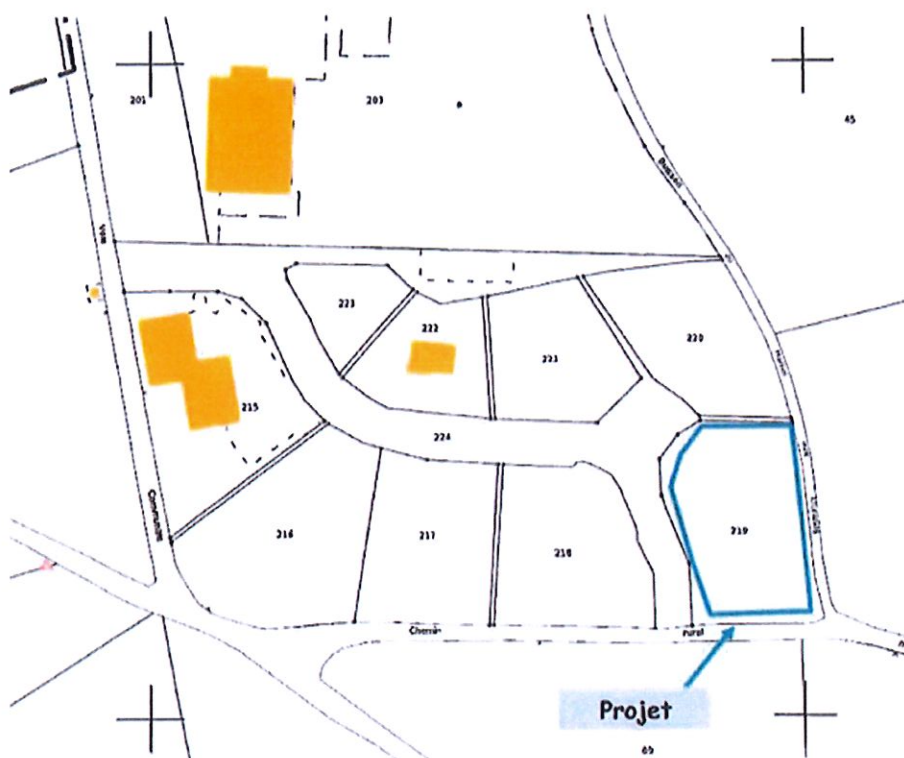
- **APPROUVE** les termes de la présente convention.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention.

18- Parc d'activités économiques Les Crières – Transfert de propriété entre collectivités.
Délib N° 2025_0331_17

La SARL Jordan GESQUIN spécialisée dans l'activité de peinture en bâtiment exerce actuellement son activité sur la commune de Moncy. Pour faire face à la croissance de son activité, l'entreprise recherche un site où créer son futur bâtiment professionnel. C'est dans ce cadre que la **SCI HANEL** se porte acquéreur de la parcelle cadastrée **BH 220 de 1871 m²** du parc d'activités les Crières à Vassy auprès de l'IVN.



La **SARL BLAIS Jimmy** spécialisée dans la maçonnerie et le carrelage occupe actuellement un bâtiment en locatif sur la commune de Condé-en-Normandie. En vue de construire son propre bâtiment et ainsi assurer le développement de son activité, l'entreprise souhaite désormais se redéployer sur l'un des lots restant disponibles sur le parc d'activités Les Crières. C'est dans ce cadre qu'elle se porte acquéreur de la parcelle cadastrée **BH 219 DE 2580 M²** auprès de l'IVN.



Les ZAE depuis le 1/01/2017 relèvent de plein droit de l'EPCI à fiscalité propre.
Par délibération n°25 du 30 novembre 2017, le conseil communautaire fixait le périmètre des zones d'activités économiques sur l'ensemble de son territoire.

Puis l'intercom de la Vire au Noireau et les communes membres ont fixé d'un commun accord par délibérations concordantes les conditions financières et patrimoniales du transfert de chaque ZAE.

Compte tenu de l'étendue du patrimoine économique à acquérir par l'Intercom, il avait été convenu de procéder aux actes administratifs ou notariés de cession au fur et à mesure des besoins et ventes réalisées.

Afin de consolider ces mutations, il y a lieu de réitérer l'accord de la commune de Valdallière à céder à la communauté de commune détentrice de la compétence développement économique, les deux terrains concernés au prix de 6,50 € HT / m², conformément à la délibération du conseil municipal de Valdallière du 20 décembre 2017, approuvant les modalités de transferts des zones d'activités économiques.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

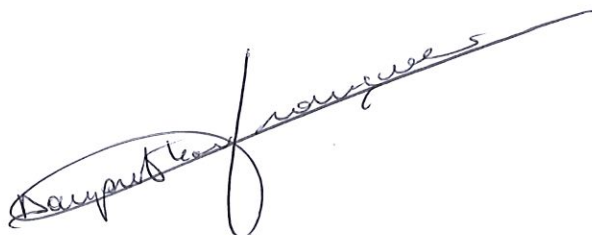
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes authentiques constatant le transfert de propriété des parcelles BH n°219 et n°220 de la ZAE du patrimoine communal vers celui de l'Intercom de la Vire au Noireau, ainsi que tout document relatif à cette régularisation auprès de l'étude de maîtres FIEVET-MARIE-DAMEME, notaires à Condé en Normandie.

Questions écrites :

Pas de question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h44.

Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAURAT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Daurat Marie-Françoise', written over a horizontal line.

Le Maire,
Frédéric BROGNIART

An official blue circular stamp of the 'Mairie de VAL D'ALLIER (Covadoss)' with 'Siège Administratif' at the bottom. A handwritten signature in blue ink is written over the stamp.